

## Economie, Politique. Mal européen

Je suis de la génération du Défi américain de Jean-Jacques Servan-Schreiber. A l'époque nous étions nombreux à penser que l'Europe était foutue, que l'Amérique avait une telle avance sur nous dans tous les domaines que beaucoup commençaient à se demander s'ils n'allaient pas émigrer aux US. Et puis j'ai commencé à sillonner l'Amérique au cours des années 60 et je me suis rendu compte qu'un gouffre nous séparait sur le plan des valeurs. Pour nous autres Européens, et c'est ce qui nous liait, sans compter notre histoire culturelle commune, c'était une notion complètement étrangère à la culture américaine, celle de la solidarité, et que chez nous, en Europe, tout le monde devait avoir droit, ce qui n'était pas le cas des Américains, à ce que j'appelais les 3 sécurités de base : éducation gratuite pour tous, sécurité de l'assurance maladie, sécurité de l'assurance vieillesse. Je pourrais épiloguer longtemps là-dessus et donner énormément d'exemples issus de mon expérience personnelle professionnelle (par exemple celui de la secrétaire de la branche californienne de notre filiale américaine qui est soudain atteinte d'une maladie grave de longue durée, ce qui amène notre assurance maladie à rompre notre contrat et ne plus nous laisser le choix qu'entre la licencié ou la payer jusqu'à la fin de notre poche) ou de mes études sur les débuts du socialisme en Amérique et de son échec (j'ai plein de livres sur ce sujet et sur la vie et le combat de l'Alsacien Eugène Victor Debs, longtemps Président du Parti Socialiste Américain, et pour moi l'explication est claire : impossible de créer une solidarité entre travailleurs si, continuellement, il y a de nouveaux arrivants, des immigrants crève-la-faim, prêts à accepter n'importe quelles conditions). Et puis la loi de l'Amérique est celle du plus fort. Cela l'est depuis le début. Ce sont les lobbies (comme celui des fabricants d'armes ou du pétrole ou de l'industrie de l'armement, etc.). C'est la puissance de l'argent. C'est la criminalité de l'argent (dans le temps les Rockefeller, Morgan et Cie, aujourd'hui c'est Enron, les créances pourries titrisées, et ce génie de la combine de Ponzi, Madoff). C'est le refus de la démocratie et de l'Etat fédéral par une certaine extrême-droite. C'est le maintien de la peine de mort et un taux de prisonniers par habitant inconnu en Europe. C'est le refus de l'écologie par égoïsme et courte vue. C'est la violence : encore un taux inconnu en Europe de morts violentes. Je pourrais encore continuer longtemps comme cela, mais je ne voudrais pas faire croire que je pratique l'anti-américanisme primaire. Sur le plan personnel j'aime beaucoup les Américains, beaucoup plus décontractés, plus ouverts, plus hospitaliers, et aussi plus naïfs que nous. Et j'admire le sérieux et la qualité de leurs travaux universitaires. Je voudrais simplement rappeler que nos valeurs sont différentes des leurs, et à mon avis, supérieures parce que plus proches de la culture humaniste, et que nous devons nous en souvenir quand nous nous soumettons à une conception de l'économie américaine dite libérale telle qu'elle ressort de l'Ecole de Chicago, car cette conception de l'économie est basée sur les valeurs à eux, pas sur les nôtres.

Et puis, en même temps, je me suis aperçu que les Américains avaient un avantage, un avantage qui leur permettait d'avoir une avance technologique et industrielle sur nous, c'était la taille de leur marché intérieur. Il suffisait d'avoir une idée, comme ce fermier d'un roman de Sherwood Anderson, doué en mécanique, qui invente une machine agricole astucieuse qui est tout de suite adoptée par tous les fermiers américains, ce qui lui permet d'en lancer la production en grande quantité et de devenir très riche ! C'est ce même marché immense qui a fait le succès de Ford et de son modèle T.

Or c'est exactement ce que nous offrait la construction européenne qui s'appelait encore Marché commun à l'époque. Un marché équivalent à celui des Etats-Unis. Et, en plus, il devait permettre à cette vieille Europe de s'affirmer sur le plan mondial et de concurrencer victorieusement le géant américain. Avec nos valeurs.

Alors, que s'est-il passé depuis lors ? Où est l'erreur ?

**La réalisation du marché.** Il faut d'abord dire que sur le plan du marché cela a bien fonctionné. Même si cela a pris du temps. D'ailleurs, à l'époque, l'industrie européenne, dans son ensemble, y était largement favorable. Elle a vite compris que c'était son intérêt. Quant à moi, j'ai eu la chance de pouvoir la mettre en pratique, cette politique du marché unique, au moment même où elle était devenue possible. C'était en 1985. Nous étions à l'origine deux groupes de PME qui avaient plus ou moins les mêmes activités (étant partis du même brevet) et de couverture géographique complémentaire. En 1983 le propriétaire du groupe français, Tractel, achète notre groupe, usine principale au Luxembourg, Secalt. Mais il se casse la gueule très rapidement, ayant voulu financer la totalité du prix d'achat en endettant les deux groupes. Les anciens actionnaires reviennent et j'obtiens la Direction du nouveau groupe ainsi formé. On dispose à ce moment-là de 6 sociétés en Europe : Allemagne, Luxembourg, France, Espagne, Grande-Bretagne et Italie et d'un bureau au Danemark. Immédiatement on met en route une politique européenne sur tous les plans, financier (reporting et plans comptables), production (chacune des 3 usines principales est spécialisée pour un type de produits), marketing (mêmes produits partout, les produits qui ne sont pas vendables partout éliminés, mêmes méthodes, mêmes outils de publicité), administratifs (mêmes programmes informatique) et R et D (spécialisation des bureaux d'études, suivi des projets ensemble, et lancement plus ou moins simultané sur les différents marchés européens). Et, progressivement on s'implante ailleurs avec nos propres filiales : Portugal et Pays-Bas (pour le marché Benelux). Si je raconte tout cela ce n'est pas pour me faire mousser (je n'en ai pas besoin) mais simplement pour montrer ce que cette première forme d'Europe nous a apporté. Mais ce n'était qu'un début. Il restait trois obstacles majeurs : le passage des frontières, la différence entre normes, les variations monétaires. La dernière difficulté existe toujours : la diversité linguistique. Elle est la source, non seulement de problèmes d'incompréhension, mais d'oppositions entre identités nationales et cultures.

On ne s'imagine plus, aujourd'hui, les problèmes que posaient **les frontières** : la paperasse, la multitude des formulaires à remplir, la nécessité de faire appel à un transitaire. Quand notre chauffeur de Poids lourd faisait l'aller-retour entre notre usine du Luxembourg et celle de Romilly dans l'Aube, distance d'environ 250 km, il ne pouvait pas le faire dans la journée : quand, revenant de France, il arrivait à la frontière luxembourgeoise elle était fermée et il devait passer la nuit dans son camion alors qu'il habitait à 25 km de là. Quand notre chef-monteur, frontalier français, devait se rendre sur un chantier à Paris avec une voiture de la Société, immatriculée au Luxembourg, les douaniers ne le laissaient pas passer : il n'avait pas le droit de travailler en France avec une voiture qui n'avait pas payé la TVA française ; à la Direction des douanes à Metz on m'envoyait paître. Alors j'ai téléphoné à la Direction parisienne, pensant y trouver un personnage plus intelligent : il m'a effectivement rappelé un peu plus tard, disant qu'il avait trouvé la solution : on n'avait qu'à payer les deux TVA, la luxembourgeoise et la française (authentique !). Et quand j'envoyais un monteur de chez nous sur un chantier en Belgique, on me réclamait le paiement de charges de sécurité sociale (belge). Et puis le douanier a disparu. Merci Delors.

Mais alors quid des **normes** ? Nous avons le malheur d'être dans deux domaines où les normes étaient totalement différentes d'un pays européen à l'autre : levage de matériels et levage de personnes avec des treuils à câbles. Dans un des pays on voulait que, quand on levait des personnes le coefficient de sécurité du câble devait être le double de celui qui s'appliquait pour le levage de matériaux, ailleurs (en France) on estimait qu'on devait avoir la même sécurité dans les deux cas puisqu'une personne pouvait se trouver sous la charge qui tombait : on voit le genre de considérations philosophiques on pouvait rencontrer chez les grands pontes de la sécurité (je les appelais les Papes de la Sécurité) de chaque pays. D'ailleurs pour le levage des personnes c'était la folie douce : on passait d'un coefficient de 6 à 16 avec tous les stades intermédiaires (un coefficient 6 veut dire que le câble doit avoir une résistance à la rupture six fois plus importante que la charge pour laquelle l'appareil de levage pouvait être vendu). Delors, donc, voulait, avec raison, que l'on se mette d'accord, sous un délai court, sur une norme européenne unique. Dans ce but, des commissions ont été

créées dans tous les domaines des appareils mécaniques, électriques, etc. Nous avions encore un autre type d'équipements pour lequel il fallait trouver une norme européenne : nous étions entrés dans le marché des installations d'entretien des façades (un chariot qui roule sur le toit et qui laisse descendre une nacelle avec des laveurs de vitres). Je ne vous raconte pas : c'était homérique. Allemands et Français n'étaient même pas d'accord sur les normes de calcul de certaines constructions métalliques (surtout pour l'aluminium). Jusqu'à ce que Delors en a eu marre, donne un délai limite pour arriver à un accord et dise : si vous n'y arrivez pas, on va décréter que tout matériel qui a été accepté par un organisme de sécurité dans un des pays de la Communauté européenne, pourra librement être vendu tel quel dans tous les autres. Ce fut la fin du combat. Merci Delors. Restait encore la question des **monnaies**. Je raconte tout ceci pour les générations d'aujourd'hui. Qui ne se rendent pas compte, qui ne peuvent pas se rendre compte. Quand j'allais visiter mes filiales il fallait chaque fois avoir un peu de monnaie locale dans la poche. Se rend-on compte combien cela faisait de pièces ou de billets de différents pays que l'on sortait de ses poches (pour les reprendre éventuellement plus tard pour un nouveau voyage) quand on était revenu chez soi ? Et le problème terrible que posaient les dévaluations ? En 1991 ou 92 on a eu une vague incroyable de dévaluations et, manque de chance : là où se trouvaient nos usines de fabrication, on avait des monnaies fortes (DM, Francs français et luxembourgeois), là où se trouvaient nos filiales de distribution, les monnaies étaient faibles et ont dévalué cette année-là toutes d'environ 20% (Livre anglaise, Lire italienne, Peseta espagnole). Chaque filiale avait ses listes de prix en monnaie locale et ne pouvait, bien évidemment, pas augmenter ses prix de 20% ! Perte sèche, et qui durait jusqu'à qu'on ait été capable de rattraper les hausses. On imagine le soulagement énorme que nous avons éprouvé quand l'Euro est arrivé ! C'était en l'an 2000. Même si nous, nous avions déjà adopté auparavant, après les difficultés de 91-92, pour les échanges entre sociétés du groupe, une monnaie que l'on désignerait aujourd'hui sous le nom de monnaie virtuelle : l'Ecu ! Le passage à l'Euro représentait malgré tout un sacré travail pour nos informaticiens, d'autant plus qu'on craignait que tous les programmes informatiques sauteraient, véritable apocalypse, le premier janvier 2000, parce qu'on changeait de millénaire. Le seul grand chef d'entreprise qui n'était pas content c'était Calvet : il a payé une page entière dans Le Monde (j'espère qu'il l'a payé de sa poche et non de la caisse de Peugeot) pour dire qu'il n'était pas d'accord. Et sur mes relevés de compte que je reçois régulièrement de la Société Générale en France, on continue, 14 ans plus tard, à mettre à côté des montants en Euros les équivalents en Francs français ! Il faut croire qu'il y a encore d'autres Français qui n'ont toujours pas viré leur cuti ! Nous, nous étions satisfaits au plus haut point. Le grand marché était réalisé.

Voilà donc la longue histoire de ce que fut la création de ce marché unique. Alors qu'est-ce qui est allé de travers ? Pourquoi les citoyens européens d'aujourd'hui n'y croient plus, à l'Europe ? Pourquoi l'Europe politique n'a-t-elle pas suivi le même chemin que l'Europe du Marché ? Pourquoi l'Europe laisse certains complètement indifférents et pourquoi d'autres y voient la source de tous leurs maux au point de vouloir en sortir, sortir à la fois de l'Euro et de l'Union ?

**Echec de l'Europe politique.** Beaucoup de raisons, selon moi. D'abord l'Industrie qui était très active derrière la création du marché unique s'en est complètement désintéressée par après. En cause, la **mondialisation**. Le marché européen, soudain, leur paraissait déjà trop petit. Maintenant il fallait transposer la bataille sur le champ mondial et s'occuper en priorité de la nouvelle étoile montante : les BRICS. Ensuite, avec **Delors** on a perdu un **moteur** incomparable. Personne n'a su le remplacer (surtout pas cette nullité pétrie de libéralisme économique qu'était Barroso). Et parmi les leaders européens plus personne d'envergure. Et, sans un homme de caractère à la tête de la commission, les leaders européens ne se sont plus

occupés que de leurs intérêts nationaux. Plus de souffle. Or l'Europe a besoin de souffle. C'est le règne de la médiocrité. Et, dès qu'un poste important supra-national est à pourvoir, les leaders nationaux choisissent des hommes ou des femmes les plus effacés possibles (le comble a été la femme choisie pour défendre une politique extérieure commune). C'est là où l'obligation prévue par les derniers traités d'obtenir l'approbation du Parlement européen pour la désignation du chef de la Commission prend toute son importance. Il y a quelques années l'ancien Chancelier Schmidt titrait un éditorial dans la Zeit avec une question : Y-a-t-il encore un Pilote en Europe ? Espérons qu'un Juncker pourra l'être ce Pilote. Mais Schmidt ne pensait pas seulement au chef de la Commission, il pensait aussi aux leaders des grands pays européens...

Mais le pire est venu de l'Angleterre. Au début ils se sont faits tout petits. Ils avaient demandé à y entrer et Pompidou a brisé le tabou de de Gaulle et leur avait ouvert la porte. Et sa position était défendable à l'époque. Après tout l'Angleterre est partie prenante, partie essentielle même de toute notre histoire européenne, notre culture. Et puis, un peu plus tard, ils ont fait entrer dans la Communauté, en même temps qu'eux, l'esprit anglo-saxon. De Gaulle avait peur qu'ils y fassent entrer l'Amérique dont il avait horreur. Il pensait à l'Amérique politique. En réalité ils y ont fait entrer l'Amérique économique, l'esprit libéral anglo-saxon. Cela ne s'est pas fait tout de suite. Il fallait d'abord qu'arrive la vague Reagan-Thatcher. C'est à partir de là que tout est allé de travers. Avec Madame I want my money back (qui a tellement impressionné Mitterrand) dont les idées ont progressivement imprégné l'Europe : pas d'abandon de souveraineté nationale (même Delors a compris que l'Europe était devenue une Europe des Nations), un marché sans contraintes, concurrence absolue, pas de présence de l'Etat dans l'économie (privatisons tout ce qu'on peut privatiser, et tant pis si les trains déraillent), pas d'argent de l'Etat (pas un sou d'argent public pour le Tunnel sous la Manche), pas trop de social et coup d'arrêt brutal pour toute intégration politique (l'ennemi, le traître fédéraliste : c'est le crime de Juncker pour les Anglais d'aujourd'hui) (au moment même où j'écris ces lignes, David Cameron annonce la formation d'un gouvernement de combat anti-Juncker, plus à droite et plus eurosceptique que jamais). Et la meilleure façon d'éviter un retour de l'idée fédéraliste c'est de diluer l'Europe en l'élargissant à marches forcées (et c'est ainsi qu'on est passé de 12 à 28 en dix ans, je crois).

Le plus grave c'est que l'esprit libéral anglo-saxon a imprégné toute la Commission. C'est ainsi que les services publics vont disparaître. Comment la France a-t-elle pu accepter cela ? Concurrence dans le courrier, concurrence dans les chemins de fer, concurrence dans le gaz et l'électricité, concurrence dans le téléphone. Les privatisations massives : on jette tout notre héritage colbertiste à la poubelle. Et le facteur au Musée. Et on ne sait comment Trifouillis-les-Oies va être desservi. On ne se rend pas compte de tous les avantages que nos monopoles d'Etat pouvaient comporter. Je pense à l'EDF et au nucléaire : une politique nucléaire globale, des réacteurs tous construits sur le même modèle (avantage de coût et de sécurité). Il n'y a qu'à voir ce qui s'est passé au Japon où il y a au moins 5 à 6 Compagnies d'électricité engagées dans le nucléaire. Conséquences : manque de coopération entre Compagnies et incompétence, menant à la catastrophe que l'on connaît. L'organisation des chemins de fer était elle aussi très morcelée, au Japon, entre réseaux régionaux. Je me rappelle avoir vu à la télévision japonaise un reportage sur les projets de trains à grande vitesse développés par les différentes Compagnies régionales : on se doute des sommes dépensées en pure perte. Et on connaît les immenses problèmes de sécurité qui se sont posés en Grande-Bretagne après la privatisation par Madame Thatcher des différents réseaux de voies ferrées.

Alors le maître-mot était la concurrence. Mais là encore on a vu de drôles de choses. A l'époque de Mario Monti qu'on a dit francophile et ultra-compétent nous avons eu deux échecs monumentaux pour les entreprises françaises à cause de lui : il a d'abord refusé que Schneider-Electrique absorbe Legrand, ce qui a coûté beaucoup d'argent à Schneider (car l'intégration des deux sociétés était déjà pas mal avancée) et ce qui, à mon humble avis, ne se justifiait nullement, les deux entreprises étant très complémentaires. Mais les deux ont survécu et se portent bien aujourd'hui. Ce qui n'est pas le cas de Pechiney. J'ai bien connu Pechiney déjà à mon époque Saclay puisque ce sont eux qui fournissaient le graphite nucléaire pour nos premières

centrales, graphite que je devais étudier. Mais Pechiney était surtout une entreprise majeure dans le domaine de l'aluminium. La première en Europe, grand savoir technique aussi bien dans la production de l'alumine (on avait nos mines de bauxite en France et une électricité hydro-électrique bon marché, ce qui est important pour cette production qui est grande consommatrice d'électricité) que dans celle de la production et du laminage de l'aluminium (elle avait même une filiale spécialisée pour les laminoirs d'alu, Spidem). Voilà que Pechiney et Alusuisse s'allient pour acheter Alcan, le grand de l'aluminium canadien. Et la commission refuse. Scandaleux : cela fait deux fois que Mario Monti s'oppose à la création ou au développement d'un grand groupe français. Et voilà que bien des années plus tard c'est Alcan qui achète Pechiney, prend le savoir-faire et ferme un grand nombre de ses usines. Et là la Commission ne dit rien... Et c'est aujourd'hui Montebourg qui est obligé de sauver l'une des dernières des usines françaises de Pechiney !

Et la Commission ne voit rien à redire à la prise de contrôle d'Arcelor par Mittal. Mittal est un prédateur, ce n'est pas un industriel, il est d'une caste de commerçants, alors qu'Arcelor est le résultat de la fusion de l'Arbed et d'Usinor, deux sociétés qui ont coûté cher aux contribuables tant français que luxembourgeois (je me rappelle très bien que lors de la première crise sidérurgique on a augmenté nos impôts au Luxembourg et les communes ont dû occuper et payer les ouvriers en surnombre de l'Arbed). Et, en plus Mittal et Arcelor étaient tous les deux numéros un dans le monde (chiffre d'affaires à peu près équivalent) et Arcelor, seul, contrôlait 40% du marché sidérurgique européen. Où est la logique sur le plan de la libre concurrence ? Ou faut-il penser que l'ambiance capitaliste avait changé entre-temps ? Que maintenant ce n'est plus la libre concurrence qui compte mais qu'il faut aider les entreprises à devenir toujours plus grosses ? Car ainsi elles rapportent plus ? Et effectivement il y a quelques semaines à peine, on accepte que les numéros 1 et 2 du ciment en Europe, Lafarge et Holcim (ex-Holderbank) fusionnent, le nouveau groupe devenant ainsi 4 à 5 fois plus gros que les numéros 3 et 4, Italcementi et Heidelberg ! J'ai déjà cité ailleurs la parole de Rockefeller : le jour où les entreprises seront plus grosses que les Etats tout ira mieux ! Car dans cette religion, cet intégrisme du libéralisme économique, l'Etat c'est l'ennemi. Mais les dirigeants de nos Etats sont responsables eux aussi puisqu'ils laissent faire sans réagir. Au moment où Mittal préparait son coup la France et le Luxembourg pouvaient encore réagir en adoptant des lois contre les OPA hostiles (rien ne s'y opposait dans les règles européennes). Le Premier Ministre luxembourgeois, Juncker, y songeait sérieusement, à l'époque, lorsque les représentants de la Finance l'ont mis en garde : on est place financière, vous risquez sérieusement de nous faire du tort si vous adoptez ce genre de législations, lui ont-ils dit (véridique). Et celui qui est maintenant notre nouveau Chef de la Commission, s'est dégonflé ! Espérons qu'il sera plus courageux à l'avenir !

**Manque de protection.** Ce que je retiens surtout de tout cela c'est que la Commission, c'est à dire l'Europe, ne protège pas ses entreprises, et, ce faisant, ne protège pas nos jobs. Alors que le champion du libéralisme économique, les Etats-Unis, le fait. Et d'autres aussi. Est-ce que l'on sait que la législation suisse interdit les OPA hostiles ? Que les grandes entreprises chimiques suisses, que Nestlé, l'UBS, Crédit suisse, ne courent aucun risque de ce genre ? Que dans les Conseils d'Administration de toutes les entreprises suisses, grandes ou petites, la majorité des Administrateurs doivent être suisses (suisse, pas résidents suisses) ? Du temps de Delors la situation était un peu meilleure sur ce plan. Dans l'Aube où se trouvait notre usine française, nous avions comme voisin une grande usine de cycles Peugeot (plus tard ils sont devenus espagnols, plus tard encore autre chose, aujourd'hui peut-être fermés). Belle usine, organisation remarquable, techniques de soudure sophistiquées et secrètes. Nous avions de bons contacts avec eux. Un jour ils nous racontent que les grandes sociétés de distribution françaises avaient commencé à vendre des vélos chinois. A des prix consommateurs inférieurs à nos prix de revient, disent-ils. Alors ils sont allés voir la Commission qui a immédiatement réagi et imposé des quotas aux Chinois. Serait-ce encore possible aujourd'hui, alors que les

Chinois ont été acceptés comme membres de l'OMC ? Il faudrait le demander à son ancien Président, Lamy, qui se dit socialiste tout en étant un partisan convaincu des bienfaits de la mondialisation !

**L'Euro. Le Mythe de l'inflation.** Autre pilier important de l'Europe : la Banque de l'Euro. Encore le pilier d'un autre intégrisme, allemand, celui-là, de l'inflation considérée comme le mal absolu. Quand on a créé cette Banque les Allemands étaient formels : elle sera totalement indépendante de toute influence politique et sera la garde féroce de la stabilité de la monnaie ou... il n'y aura pas d'Euro. Et tout le monde s'est incliné. C'est qu'il fallait comprendre les Allemands, disait-on : ils ont été traumatisés par l'histoire de leur fameuse hyper-inflation qui leur a apporté Hitler. Ce qui est totalement faux. Et tous les économistes qui ont un peu de connaissances historiques (et comment pourraient-ils être des économistes valables si cette connaissance leur fait défaut ?) savent que si cette inflation a été effectivement folle, échappant à tout contrôle, elle a couvert un laps de temps très court, elle a été contrôlée rapidement et... elle a eu lieu en 1923 ! Et Hitler, comme chacun sait est arrivé au pouvoir dix ans plus tard. Moi je peux suivre cette inflation folle en regardant mon ancienne collection de timbres allemands de l'époque : c'est en été, en fait surtout au mois d'août que sont apparus des timbres de 1000 Marks, puis 5000 ; mon timbre de 100000 Marks porte un tampon de la poste du mois d'octobre ; après cela on a dû changer la valeur des timbres tous les 5 ou 6 jours, en utilisant des surcharges de plusieurs centaines de milliers, puis 2 millions ; enfin au mois de novembre on en a imprimé avec des valeurs en milliards (le dernier était de 50 milliards) ; et le 1er décembre 1923 tout était terminé, l'Etat avait fait faillite, et on a commencé à imprimer des timbres avec des indications Renten-Marks, puis sans indication de monnaie et, en janvier, on était revenu aux timbres en Pfennigs ! En juin 2012 a eu lieu une réunion à Rome du **Nicolas Berggruen Institute** où des hommes politiques, des banquiers et des économistes ont évoqué l'incapacité de l'opinion publique allemande à comprendre l'état désastreux de la situation de l'Europe qui les empêche non seulement de lui apporter une solution, mais pourrait favoriser la répétition des crises du milieu du XXe siècle que l'Allemagne d'après-guerre voulait à tout prix éviter (voir *Le Monde* du 12 juin 2012). Et, l'auteur de l'article ajoute ceci : *Obnubilés par l'objectif de maîtrise de l'inflation, les Allemands donnent l'impression d'attacher plus d'importance à l'année 1923 (l'année de l'hyperinflation) qu'à l'année 1933 (date à laquelle la démocratie est morte). Ils feraient bien de se souvenir que la crise bancaire européenne qui éclata deux ans avant 1933 a contribué directement à l'étouffement de la démocratie, non seulement dans leur propre pays mais sur tout le continent européen.*

*Il est stupéfiant de constater que très peu d'Européens (y compris parmi les banquiers) semblent se souvenir de ce qui s'est passé en mai 1931, lorsque la Creditanstalt, la plus grande banque autrichienne, renonça à publier ses comptes, reconnaissant ainsi de fait son insolvabilité. La crise bancaire européenne qui s'ensuivit, et dans laquelle deux des plus grosses banques allemandes firent faillite, marqua l'entrée dans la seconde phase de la Grande Dépression. Si la première phase avait été dominée par le krach boursier américain, la seconde résulta de l'effondrement des banques européennes.*

*Que se passa-t-il ensuite ? La crise bancaire fut suivie par la crise des dettes souveraines de 1932, qui culmina avec le moratoire proposé par le président Hoover sur le paiement des réparations et dettes de guerre du premier conflit mondial. La plupart des emprunteurs souverains, à commencer par l'Allemagne, devaient peu après faire défaut sur tout ou partie de leurs dettes extérieures. Le chômage en Europe atteignit en 1932 un pic inquiétant : en juillet de cette année-là, 49 % des ouvriers syndiqués allemands étaient sans emploi.*

Sans commentaire ! Si, celui-ci : aux élections présidentielles de 1932 Hitler a 30,1% des voix au premier tour et 36,5% au deuxième tour contre le Maréchal Hindenburg. Et en juillet 1932, aux élections législatives, son parti obtient 37,3% des voix et devient le premier parti du Reichstag ! Et, bien évidemment, ce qui n'est pas dit dans l'article, mais tout le monde l'a à l'esprit, la crise bancaire européenne de 1931-32 était la conséquence du krach boursier américain de 1928-29. Or la crise des sub-primes, qui est une fois de plus une

crise qui nous vient du pays du dollar, est au moins aussi grave, par beaucoup d'aspects, que celle de 28. Et ne voit-on pas qu'une fois de plus un chômage de masse peut avoir pour conséquence la montée des populistes et de l'extrême-droite ? Je ne prétends pas que l'on pouvait prévoir une telle crise au moment où l'on a créé la Banque européenne, mais on connaissait largement le chancre du chômage et il était donc irresponsable de céder, à l'époque, au chantage allemand et de créer une Banque centrale qui n'ait, pour seule tâche, qu'à juguler l'inflation, seule Banque centrale dans le monde à ne pas s'occuper de la situation économique de sa zone (si, il paraît qu'il ne faut pas qu'ils laissent tomber l'inflation en-dessous de 0,2% ! On croit rêver : à un tel taux on est depuis longtemps en dépression complète !). J'ai toujours pensé que cette hantise de l'inflation dans la zone Euro était d'autant plus stupide que, dès l'origine, on y avait admis des pays qui n'étaient pas au même niveau sur le plan économique. Quand l'Espagne, par exemple, a rejoint la zone Euro, les salaires espagnols étaient largement en-dessous de ceux des Français et encore plus des Allemands. Or il était quand même naturel que l'ouvrier espagnol souhaite à terme à atteindre le même niveau de vie que ses camarades de France ou d'Allemagne. Un tel rattrapage crée forcément une certaine inflation en Espagne. Qui se reflète forcément dans celle de l'Euro ! Ou est-ce que les Allemands pensent que les travailleurs du Sud devraient rester indéfiniment dans une position d'inférieurs ? Il faut le croire quand on voit la morgue avec laquelle ils ont traité la Grèce (ils n'ont qu'à nous vendre leurs îles !). Alors qu'ils avaient accepté de les faire entrer dans la zone Euro !

Aujourd'hui il est difficile de changer quelque chose au statut de la Banque. Question de constitution. Mais on pourrait au moins y apporter un peu de souplesse. Et rappeler sans cesse aux Allemands la véritable histoire de leur inflation et celle, bien plus tardive, de la crise qui a amené Hitler au pouvoir. Et Renzi a parfaitement raison d'envoyer le Président de la Bundesbank sur les roses quand celui-ci se mêle du budget italien (et au moment où j'écris ces lignes, c'est Schäuble qui donne des leçons aux syndicats français !).

L'autre grande erreur européenne a été bien sûr **la dilution**, à laquelle nous a poussés la Grande Bretagne, par une extension non contrôlée et sans modification majeure du fonctionnement de l'Union. En moins de dix ans on est passé de 12 à 28 membres et on a conservé la règle de l'unanimité sur la plupart des décisions importantes. Et, une fois de plus, à cause de l'incompétence ou du manque d'autorité de nos dirigeants politiques. Je me souviens parfaitement des discussions de Nice qui ont précédé la grande vague de l'élargissement où Jospin et Chirac, tous les deux, se sont souciés essentiellement de la représentation de la France au Parlement européen : il fallait limiter la différence en sièges entre la France et l'Allemagne. Alors qu'il aurait fallu, avant tout, s'occuper de la règle de décision (majoritaire, majoritaire qualifiée ou unanime) : aujourd'hui il faut l'unanimité pour diminuer la TVA (alors que, comme l'a dit je ne sais plus quel commentateur, on ne va pas passer la frontière pour aller chez le coiffeur et on ne fait donc pas concurrence aux coiffeurs des autres pays) alors que chacun est libre de fixer le taux d'imposition sur les sociétés comme il veut. Ce qui a permis une concurrence fiscale effrénée entre nos pays européens, totalement injuste pour nos citoyens puisqu'elle joue surtout sur l'imposition des sociétés, donc du capital ! C'est un véritable scandale ! Quand l'Irlande a été en difficulté, à cause de ses banques (alors qu'elle s'était engagée imprudemment à dédommager les clients des banques en faillite à 100%), et que l'Europe lui est venue en aide, elle a obstinément refusé de relever son taux d'imposition des bénéfices des sociétés qui est de 12% ! Et tout le monde s'est incliné, la France comme les autres, alors qu'elle avait le droit d'utiliser son veto dans ce cas. Mais n'avait pas les couilles pour cela, comme aurait pu dire Chirac.

Autre règle qui n'a pas été modifiée, celle d'un **Commissaire par pays**. Totalement illogique. La Commission devrait être un exécutif dirigé par un Président investi d'une certaine autorité, surtout maintenant qu'il est pratiquement choisi par le Parlement, et il est impossible qu'il doive composer avec 28 Commissaires choisis par les 28 Nations, et défendant chacun, qu'on le veuille ou non, les intérêts du pays qui l'a envoyé à

Bruxelles. La règle des 28 Commissaires est du même ordre que la règle de l'unanimité sur beaucoup de questions considérées comme importantes, elle empêche l'expression d'une amorce de fédéralisme (et voit bien la main de la perfide Albion dans cette histoire).

Au moment où j'écris ces lignes Juncker a été confirmé dans sa fonction par un vote majoritaire du Parlement. Que faut-il en penser ? C'est un homme qui a une autorité certaine, parfaitement à l'aise dans les trois langues, connaissant bien la machine et ses opérateurs. C'est aussi un homme qui, même si son parti d'origine se place au centre droit, a des convictions sociales bien ancrées. La preuve que le Luxembourg a conservé contre vents et marées, contre le patronat luxembourgeois et les Banques, contre la Commission, l'échelle mobile qui assure aux salariés une protection, unique en Europe actuellement, contre l'inflation. Et il sait, mieux que personne, qu'il est temps que l'Europe bouge. Qu'elle abandonne d'abord et avant tout le libéralisme économique à outrance imposé par les Anglo-Saxons, qu'elle comprenne que son premier devoir est de nous protéger, protéger les citoyens européens, que si on n'arrive pas à faire reculer le chômage le pire pourrait arriver, qu'elle arrête de perdre son temps à normaliser et réglementer sans fin et qu'elle arrive à persuader les pays riches et peu endettés qu'ils sont eux aussi en danger s'ils ne sont pas capables de sortir de leur égoïsme national et abandonner certaines positions intégristes (sur l'inflation par exemple).

Plusieurs idées intéressantes ont été avancées récemment : mise en commun d'une partie des endettements des différents membres de la zone Euro (un certain pourcentage), création d'un nombre limité de super-commissaires responsables des grandes priorités de l'action de la Commission (proposée dans un éditorial récent du Monde), etc. Et, bien sûr, la relance par l'investissement.

Il ne nous reste plus que l'espoir...